

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

S/CSC/6
4 octobre 2001

(01-4777)

Comité des engagements spécifiques

RAPPORT DU COMITÉ DES ENGAGEMENTS SPÉCIFIQUES AU CONSEIL DU COMMERCE DES SERVICES

1. Depuis son dernier rapport au Conseil du commerce des services, le Comité des engagements spécifiques a tenu trois réunions formelles entre le 1^{er} novembre 2000 et le 30 septembre 2001. Les comptes rendus de ces réunions figurent dans les documents S/CSC/M/18, 19 et 20. Durant cette période, les travaux du Comité ont porté sur deux points: la révision des lignes directrices pour l'établissement des listes et les questions de classification.

2. À sa réunion du 1^{er} novembre 2000, le Comité a examiné l'organisation de ses travaux et, compte tenu du délai de mars 2001 qu'il devait s'efforcer de respecter, a décidé de donner la priorité à l'achèvement des lignes directrices révisées pour l'établissement des listes d'engagements spécifiques dans le cadre de l'AGCS. À l'issue de consultations intenses menées par le Président au sujet du projet de lignes directrices révisées, le Comité a pu convenir, à sa réunion du 22 mars 2001, d'un texte révisé qu'il a recommandé au Conseil du commerce des services pour que ce dernier l'adopte en tant qu'ensemble de lignes directrices non contraignant. Le Conseil du commerce des services a adopté une décision à cet effet lors de sa réunion du 23 mars 2001. Le texte des lignes directrices pour l'établissement des listes d'engagements spécifiques dans le cadre de l'AGCS et celui de la décision prise par le Conseil du commerce des services au sujet de son adoption sont publiés respectivement sous les cotes S/L/92 et S/L/91.

3. Le Comité a poursuivi ses travaux sur les questions de classification relatives à cinq secteurs de services: services concernant l'environnement; services relatifs à l'énergie; services juridiques; services postaux et services de courrier; et services de construction. Ces débats étaient sans préjudice de l'inclusion de tout autre secteur dont les Membres pourraient souhaiter réviser la classification, et de la position des Membres quant à l'issue de cet exercice. Durant la période considérée, les discussions concernant les secteurs ont eu lieu de manière informelle et formelle, sur la base des propositions existantes ou révisées soumises par les Membres, qui étaient centrées sur d'éventuelles modifications à apporter à l'actuelle classification des services établie par le Secrétariat (document MTN.GNS/W/120). Comme par le passé, le Président a présenté régulièrement au Comité des comptes rendus sur les discussions informelles concernant les secteurs, comptes rendus qui figurent dans les rapports des réunions formelles susmentionnés. Les Membres ont aussi poursuivi leur examen de la "fabrication à forfait ou sous contrat", sur la base d'un document établi par le Secrétariat et de questions posées par le Président. À sa réunion de mai, le Comité est convenu que cette question ne serait pas prioritaire pour le moment.